

Une gouvernance économique mondiale depuis le sommet du G6 de 1975

Le développement de la mondialisation a fait naître le besoin de la réguler au niveau global, le niveau national étant peu efficace dans une situation d'interdépendance entre les différentes parties du monde, sous la forme d'une « gouvernance économique mondiale ».

En 1975, va avoir lieu le premier sommet du G6, réunissant les 6 plus grandes puissances économiques d'alors autour du président Valéry Giscard d'Estaing au château de Rambouillet, pour tenter de trouver des solutions pour organiser une économie mondiale en pleine mutation.

Comment la gouvernance économique mondiale va-t-elle évoluer depuis 1975 ?

Nous verrons tout d'abord comment les états vont chercher à établir une coopération internationale (de 1975 à 1991), puis qu'ils se mettront en quête d'une nouvelle gouvernance depuis 1991.

I. La recherche d'une coopération internationale (1975 - 1991)

1. La crise des années 70

Pendant les années 1970, une série d'événements économiques marque le commencement d'une longue période de crise : la fin de la convertibilité du dollar en or en 1971, ainsi que les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979.

a. Fin du système de Bretton Woods

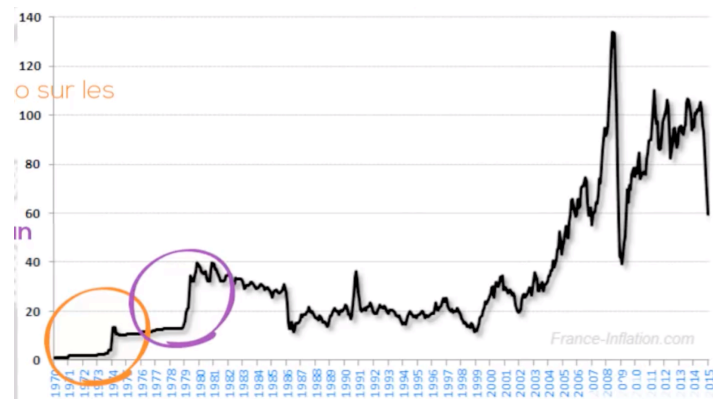
Le système monétaire international (SMI) était, depuis les accords de Bretton Woods de juillet 1944, basé sur la monnaie des États-Unis, le \$, seule monnaie convertible en or (Gold Exchange Standard), tandis que toutes les autres monnaies ont des taux de change fixes avec le \$. Deux institutions avaient été mises en place par ces accords pour garantir une coopération financière, le Fond monétaire international (FMI) dont les aides doivent garantir la stabilité monétaire et la Banque mondiale, qui fait des prêts, toutes deux installées à Washington. Mais les États-Unis faisant face à de fortes difficultés financières et économiques (guerre du Vietnam et concurrence de la CEE et du Japon), le président des États-Unis Richard Nixon annonce le 15 août 1971 la fin de la convertibilité du dollar en or. Le système de Bretton Woods s'effondre donc, entraînant toute une série de crises monétaires.

b. Chocs pétroliers (1973 et 1979) et perturbation de l'ordre économique mondial

Avec les dévaluations du dollar, les pays exportateurs de pétrole voient fondre leurs recettes : le prix du pétrole, alors stable, était fixé uniquement en \$ (les pétrodollars). Suite à la défaite des pays arabes lors de la guerre du Kippour, en 1973, les pays de l'OPEP décident une hausse des prix du pétrole. C'est le premier choc pétrolier. Un deuxième choc se produit en 1979, les exportations iraniennes s'arrêtant à cause de la révolution chiite puis de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Ces deux hausses brutales du prix de l'énergie, ainsi qu'une courte période de pénurie et de rationnement, déclenchent une crise économique. C'est dans ce contexte de crise qu'un sommet annuel de chefs d'État est organisé.

2. La fondation du G6 puis G7 (1975-1976)

Pour renforcer la coopération internationale, les principales puissances du bloc capitaliste décident à partir de 1975 d'institutionnaliser des réunions annuelles. Le premier « sommet des six » (États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne de l'Ouest, Italie, Japon) a lieu en 1975, avec à l'ordre du jour les questions monétaires, le développement du libre-échange et la proposition d'une politique commune énergétique. (Canada en 1976 → G7, Russie 1998 → G8).



3. Les limites de la coopération économique internationale

a. La remise en cause du rôle des états

Afin d'attirer les capitaux et lutter contre le chômage, le président américain Reagan (1980-1988) et le 1er ministre britannique Margaret Thatcher (1979-1990) mettent en œuvre une politique néolibérale fondée sur la réduction de l'impôt et la dérégulation des échanges, limitant l'intervention de l'état en matière économique et sociale.

b. Des institutions internationales critiquées ou inefficaces

- Le FMI et la Banque mondiale n'arrivent pas à réguler la mondialisation et à trouver des réponses aux crises.
- Le FMI concentre une partie des critiques, car l'institution n'aide les pays surendettés qu'à condition qu'ils suivent ses « plans d'ajustement structurel », programmes de réformes de réduction du déficit par compression des dépenses (austérité), réduction de la masse salariale de la fonction publique, réforme fiscale, privatisations, déréglementation des marchés, etc. Ces mesures d'austérité aggravent la pauvreté, provoquant des crises : Mexique (1982 puis 1994), Russie (1998), l'Argentine (2001), la Grèce (2010).
- Les différents mouvements altermondialistes s'accordent pour désigner le G7/G8 comme un « club de riches », fonctionnant avec le FMI et l'OMC comme un « gouvernement fantôme » de l'économie mondiale.
- Quant aux négociations sur le libre-échange (GATT créé en 1947 devenu l'Organisation mondiale du commerce OMC en 1995), elles sont devenues elles-aussi relativement inefficaces, l'échelle globale étant remplacée par des systèmes régionaux : UE, ALÉNA, ASEAN+3 (ASEAN+ Chine + Japon + Corée du Sud), MERCOSUR, etc...

II. Depuis 1991, quelle gouvernance mondiale ?

1. Tournant des années 1990-2000 : nouveaux enjeux, nouveaux acteurs

a. Apparition de nouveaux enjeux

Avec la fin de la guerre froide, le modèle capitaliste américain triomphe à l'échelle mondiale. Cependant, de nouveaux enjeux globaux nécessitent une réponse concertée à l'échelle mondiale (réchauffement climatique, gestion des ressources naturelles, eau, air ...)

b. Affirmation d'acteurs non-étatiques

Les FTN défendent leurs intérêts et leur stratégie mondiale en particulier lors du Forum économique mondial de Davos (Suisse). A leur rencontre, les ONG altermondialistes se présentent comme les porte-paroles d'une société civile globale, dépassant les intérêts nationaux des états et privés des FTN. En conséquence, chaque sommet d'une des institutions (Forum de Davos, OMC, G7/G8), est l'occasion de nombreuses manifestations, dégénérant souvent dans la violence (ex : Seattle, 1999). Les altermondialistes organisent depuis 2001 un « forum social mondial » annuel, pour réclamer la mise en place d'une gouvernance économique mondiale « plus juste ».

c. L'affirmation de pays émergents et la création du G20

Un des défauts du G7/G8 est de ne pas correspondre à la réalité d'un monde qui devient progressivement multipolaire. En réponse à ce problème, le G20 est fondée en 1999. Il comporte, en plus des huit du G8, les 5 BRICS (-le R de Russie en 2014), l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, la Corée du Sud, le Mexique, l'Indonésie, la Turquie et l'Union européenne. Il a pour but de favoriser la stabilité financière mondiale et de créer des possibilités de dialogue entre pays développés et pays émergents dans la concertation internationale. En 2009, Brésil, Russie, Inde, Chine, rejoint en 2011 par l'Afrique du Sud, s'unissent en BRICS afin de concurrencer le G7, et réclament une meilleure représentation des Suds dans les organisations internationales.

Aujourd'hui, la régulation économique à l'échelle mondiale apparaît nécessaire mais la gouvernance mondiale n'a toujours pas trouvé sa forme consensuelle : entre les institutions héritées de Bretton Woods (FMI, OMC), les « clubs » (G8, G20), les organisations régionales (UE, ALÉNA...) ou les mouvements de citoyens, les relations tiennent plus du rapport de force que de la coopération. Pourtant, les enjeux de la gouvernance mondiale se diversifient et se font plus pressants. C'est l'enjeu de ceux qui évoquent la « global governance ».